

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



*Au service  
des peuples  
et des nations*

## **Le PNUD appuie le rétablissement des services publics essentiels en République centrafricaine**

**Bangui, le 25 juin 2014** -- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec le Fonds pour la consolidation de la paix et la Banque mondiale, a pris des mesures pour réhabiliter un système de paiement pour les fonctionnaires de la République centrafricaine.

Dans le cadre de ses efforts pour réhabiliter et soutenir les services gouvernementaux à Bangui, le PNUD a transféré à la Banque des Etats de l'Afrique centrale la moitié d'une somme totale de 4,6 millions de dollars en provenance du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies, qui couvriront les salaires de 3 417 policiers et gendarmes pour les mois de mai à août. La Banque mondiale sera chargée de payer les salaires du reste de la fonction publique.

La violence sectaire en République centrafricaine, qui s'est accompagnée d'un effondrement complet de la sécurité, de l'autorité de l'État et de la primauté du droit, a entraîné des milliers de morts, forcé des centaines de milliers de personnes à fuir et créé une crise humanitaire en plein essor.

« Si la police n'a pas de système de paiement adéquat, il est peu probable qu'elle aidera au maintien de l'ordre et à faire appliquer la loi. Dans la situation actuelle, qui est extrêmement volatile, s'assurer qu'ils reçoivent un salaire est un bon début, » a déclaré Aurelien Agbenonci, Représentant résident du PNUD en République centrafricaine.

Les paiements sont effectués par le biais d'un fonds fiduciaire multipartenaires géré par le PNUD, à la suite d'un exercice de vérification mené conjointement par le PNUD avec la Banque mondiale en mai 2014, qui a produit une liste de 20 000 fonctionnaires agréés.

Les gendarmes et policiers patrouillent les rues de Bangui avec la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) et les troupes françaises de la Sangaris, aidant à rétablir l'ordre et à faire appliquer la loi dans les rues de la capitale.

Cet effort fait suite à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, en février, qui exhortait à stabiliser la situation sécuritaire en Centrafrique par le biais d'un soutien financier visant à aider le nouveau gouvernement de transition à jeter les bases de la restauration du secteur de la justice et de la réconciliation.

La Commission de consolidation de la paix des Nations Unies a également souligné l'importance pour l'ONU d'aider le gouvernement de transition à rétablir la loi et l'ordre civil de manière rapide.

En mai, le Premier ministre s'est félicité du lancement du nouveau système, affirmant qu'il avait été « dicté par la nécessité de respecter les règles élémentaires de bonne gouvernance. »

Des formations sur le terrain devront avoir lieu à l'automne de 2014, renforçant les capacités des agents de police et de gendarmerie à enquêter et à poursuivre les crimes en collaboration avec la branche judiciaire. Ces formations s'ajouteront au soutien matériel déjà fourni par le PNUD et le Fonds pour la consolidation de la paix, y compris les véhicules fournis pour les patrouilles conjointes au sein de la capitale.

###

*À propos du PNUD: Le PNUD travaille avec femmes et hommes à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations capables de résister aux crises, et soutenir un type de croissance susceptible d'améliorer la qualité de vie de tous. Sur le terrain dans plus de 170 pays et territoires, nous combinons une perspective globale et un aperçu local, contribuant à l'autonomisation des vies et à la construction de nations résilientes.*

**Contacts médias:**

A Bangui : Rimteta Ranguébaye  
Tel : +236 75501249  
Email: [rimteta.ranguébaye@undp.org](mailto:rimteta.ranguébaye@undp.org)

A New York: Nicolas Douillet, Spécialiste en communication  
Tél: +1.212.906.5937  
Email: [Nicolas.douillet@undp.org](mailto:Nicolas.douillet@undp.org)